

LE MONDE DE L'AMEUBLEMENT AU FAUBOURG SAINT-ANTOINE

Article extrait de : *Les Alsaciens du faubourg Saint-Antoine, fondateurs de l'Église protestante du Bon-Secours. Album-souvenir*, Colloque organisé le 22 septembre 2002. Paroisse protestante du Bon-Secours, s.d. [2003], p. 33-39.

Ce texte est la transcription juste revue d'une communication orale présentée à ce colloque, organisé en 2002 par Pierre Scali.

Voir *in fine* un bref compte rendu de l'ouvrage publié par ce dernier et paru en 2006, *Les Alsaciens du faubourg Saint-Antoine...*

Alain FAURE
Université de Paris X-Nanterre
afaure@u-paris10.fr

J'ai consacré mes recherches à l'histoire du travail et des travailleurs dans Paris et ses banlieues au 19^e siècle. Mon propos sera donc centré sur cette période, mais nous serons amenés à évoquer la continuité de l'histoire du faubourg Saint-Antoine, de l'époque moderne à nos jours.

Géographie du faubourg Saint-Antoine

À titre introductif, je voudrais préciser les choses sur le plan géographique ou plus exactement topographique. Aujourd'hui, lorsque l'on parle du faubourg Saint-Antoine et que l'on dit : "Je vais au faubourg Saint-Antoine", ou "C'est au faubourg Saint-Antoine", cela désigne de façon coutumière cet ensemble très vaste de quartiers s'étendant de la Bastille – où se trouvait l'ancienne Porte Saint-Antoine – à la place de la Nation (anciennement place du Trône).

Tous ces quartiers se sont développés autour d'une sorte de patte d'oie urbaine qui s'est constituée autour de la rue du Faubourg Saint-Antoine, véritable axe du système. Le bras nord est représenté par la rue de la Roquette. Il est doublé par la rue de Charonne, qui s'embranche à 100 mètres de la Bastille sur la rue du Faubourg Saint-Antoine. Cette voie traverse le quartier Sainte-Marguerite dans le 11^e arrondissement. La rue de Charenton, qui traverse le 12^e arrondissement, représente la branche sud de la patte d'oie.

On identifie le faubourg à l'industrie du meuble, mais c'est aussi un quartier chargé d'histoire, de réminiscences et d'images révolutionnaires parcourant le temps depuis 1789, et même avant, jusqu'en juin 1848, avec la sanglante répression de Cavaignac. Mais le Faubourg historique, qui remonte à Henry IV, guère avant, est plus vaste puisqu'il incluait le quartier Popincourt et le bas de Ménilmontant. Sous la Révolution, cet ensemble comprenait, estime-t-on, 40 000 à 45 000 habitants.

À l'aube du 19^e siècle, le faubourg Saint-Antoine, Popincourt et le faubourg du Temple sont fondus dans de nouveaux cadres administratifs. À partir du découpage de Paris en 1860, quand eut lieu l'annexion de la banlieue mitoyenne, le quartier dénommé « Faubourg Saint-Antoine » fut réparti, de part

et d'autre de la rue du Faubourg Saint-Antoine, entre les 11e et le 12e arrondissements.

Le quartier Popincourt, dans la partie nord du 11e, se dissociera du faubourg Saint-Antoine et connaîtra une évolution industrielle différente, mais qui avait commencé bien avant le 19e siècle, sous l'Ancien Régime. Il deviendra une cité du métal, en osmose d'ailleurs avec le Faubourg. Au nord, le faubourg du Temple et le quartier de la Folie-Méricourt deviendront une vaste usine de transformation du métal, peut-être la première en France en nombre d'entreprises et en nombre d'ouvriers, bien avant certaines communes de banlieue dont on parle beaucoup. Par contre, le faubourg Saint-Antoine, au sens restreint du mot, va se spécialiser dans le meuble, plus qu'aux 17e et 18e siècles.

C'est au 19e siècle que se produira cette spécialisation industrielle. Auparavant, en dehors de l'ameublement, toutes sortes d'autres entreprises s'étaient développées. Je fais par exemple allusion à la fabrique de papiers peints Réveillon installée rue Titon, sur l'emplacement de la Folie-Titon, lieu en relation avec l'histoire de votre paroisse. Je pourrais aussi citer les filatures de Richard-Lenoir, 99 rue de Charonne où fut implanté votre premier lieu de culte, dans le couvent Notre-Dame-de-Bon-Secours. Il y a bien d'autres exemples de grandes entreprises à cette époque. Ainsi, sous l'Ancien Régime, la bonneterie (les métiers à tisser les bas) s'était beaucoup développée dans le quartier. Il y avait aussi des ateliers de poterie et de céramique. Toutes ces activités ne disparurent pas au 19e siècle, mais elles quittèrent progressivement le Faubourg, submergées par le développement de l'ameublement dont la domination devient alors très réelle. J'en veux pour preuve une liste de mars 1862, établie par la police, des principaux ateliers du quartier. On constate que dans le seul quartier Sainte-Marguerite, les trois quarts des entreprises et 80 % des ouvriers étaient spécialisés dans l'ameublement et les industries annexes. Certes, la totalité des industries n'est pas prise en compte dans ce document, mais la domination du meuble y est impressionnante tant en ce qui concerne les patrons que leurs ouvriers.

L'organisation de la production au 19e siècle

C'est un sujet complexe. Le fil conducteur que l'on peut suivre est celui de la production, c'est-à-dire, en fait, du marché. Il faut savoir que le faubourg Saint-Antoine a produit toutes sortes de meubles, non seulement du beau meuble fabriqué par des ébénistes de renom, du mobilier qui vaut aujourd'hui des fortunes dans les enchères, ou qui est conservé dans les châteaux ou en garde-meubles, mais également et surtout des meubles courants, beaucoup plus nombreux quantitativement. Ce mobilier se fabriquait à l'avance et attendait le client. Le niveau des ventes de ce mobilier courant dépendait évidemment de la conjoncture du moment, mais son marché tendait à devenir de plus en plus étendu. Par conséquent, à côté du meuble de luxe, le meuble bon marché a pris une place croissante. Cette segmentation du marché va avoir des répercussions sur l'organisation du travail et les modalités techniques de la production, sans toutefois qu'il y ait un strict automatisme.

Il ne faut donc pas s'imaginer que le Faubourg a toujours été peuplé d'artisans voués "à la belle ouvrage", produisant des merveilles pour décliner ensuite à cause de la raréfaction de la clientèle ou du développement du meuble d'usine. Cela n'est qu'une vérité partielle, car, de tous temps, la production du meuble courant fut essentielle.

Production de luxe et organisation dans les ateliers : critères de l'artisan qualifié

La production de luxe, celle qu'on connaît le mieux, donne le "la" de l'organisation. Par production de luxe, j'entends le meuble de commande, le meuble pour le marché riche quel qu'il soit. Je ne rentrerai pas dans les détails : c'est le domaine des expositions universelles et de la clientèle internationale qui peut passer des commandes aux grands fabricants, aux grands ébénistes du Faubourg. D'ailleurs, ce meuble de luxe n'est pas produit qu'au Faubourg, loin de là, mais il y est bien présent et important.

Il faut bien comprendre que cette production de luxe ne se fait pas et ne s'est jamais faite en petit atelier. C'est le grand atelier qui produit le meuble de luxe et non le meuble courant. Un grand atelier signifie exactement quoi ? C'est assez difficile à préciser et cela exige des sources fiables. On peut admettre qu'un grand atelier peut déjà se concevoir sous l'Ancien Régime et qu'à partir de dix établis, on peut parler d'un grand atelier. Au 19^e siècle, un grand atelier est celui qui comprend de 20 à 40 établis, avec autant d'ouvriers, plus les manœuvres et les ouvriers secondaires qui peuvent graviter autour, mais un grand atelier peut aussi comporter 50, 60, mais rarement plus de 100 ouvriers.

Le grand ébéniste, fabriquant du meuble de luxe, assurant une production de grande qualité, quel que soit son renom, aura aussi dans ses magasins, au Faubourg ou ailleurs, des meubles de très bonne facture (de qualité bonne ou moyenne), moins chers que les meubles de commande. Ils sont présentés pour montrer qu'il a du stock, car il a besoin de vendre aussi ce genre de meuble.

Sous le Second Empire, on peut évaluer à 100 ou 150 le nombre des entreprises travaillant selon cette définition. Le nombre d'ouvriers ébénistes travaillant dans ces ateliers est difficile à évaluer. On peut l'estimer à la fin du Second Empire ou au début de la Troisième République à 3 000 ou 4 000, ce qui représente malgré tout une minorité dans le Faubourg parmi les travailleurs du meuble.

La grande différence entre l'ouvrier qualifié et celui qui ne l'est pas est que seul le premier sait travailler à partir du plan d'un meuble qu'il doit savoir dessiner. En pratique, on ne le lui demande pas toujours, car ce travail de haute qualification est, en général, réservé au patron ou au contremaître, mais, en principe, un ouvrier ébéniste doit savoir fabriquer n'importe quel type de meuble sur plan.

Il y a d'ailleurs des ressemblances techniques évidentes entre certaines étapes du travail de l'ébéniste et le travail réalisé dans certains secteurs du bâtiment. Ainsi chez les charpentiers, l'ouvrier qualifié est celui qui sait suivre un plan. Ce système a beaucoup de conséquences sur les modalités du travail et l'organisation de la production, dans la mesure où les ouvriers ne sont pas payés à l'heure, mais aux pièces, ce qui au Faubourg a une signification bien précise en ce sens qu'ils sont payés à la tâche. Il y a donc une entente où le patron impose son prix : "J'ai une commande de Monsieur X..., il me demande une bibliothèque à livrer dans quinze jours, voilà le bois, voilà le plan, faites la bibliothèque et je vous paierai 50 francs." C'est un système d'organisation du travail qui est particulier mais qui se retrouve dans certaines professions très qualifiées, par exemple, je crois, dans l'industrie du cuir. Cela a des avantages comme des inconvénients. Des avantages dans la mesure où l'ouvrier reste autonome dans son travail. Il est relativement libre de ses heures. Certaines sources du Second Empire nous apprennent que quelques ateliers étaient ouverts jour et nuit, ce qui permettait à l'ouvrier de gérer son travail comme il

l'entendait à condition de respecter les délais. Le système a aussi des inconvénients que nous verrons dans un instant.

Grèves et conflits

Certaines grèves sont restées célèbres dans le Faubourg, lorsque des patrons un peu "modernistes", sous la monarchie de Juillet, voulurent imposer une discipline notamment pour les heures d'entrée et de sortie à l'aide d'une sonnerie de cloches. Lorsque Krieger, au 74 rue du Faubourg Saint-Antoine, a fait sonner ses cloches pour la première fois, tous les ateliers aux alentours se sont vidés et il y eut une protestation quasi-unanime qui obligea Krieger à retirer sa cloche. Il y a donc un avantage sur le plan de l'autonomie dans le travail, mais ce dernier est dominé par des rapports de force entre l'artisan ouvrier et celui qui fixe le prix de la "mise en train". Celle-ci correspond justement au prix convenu entre le patron ou le contremaître et l'ouvrier. Évidemment, s'il y a concurrence entre ouvriers, le patron peut imposer des prix relativement bas et, en cas de malfaçon ou si les matériaux fournis sont de mauvaise qualité, l'ouvrier est obligé de passer du temps pour corriger les défauts de l'ouvrage. D'où des contestations, vous vous en doutez, constantes. Et lorsque le mouvement ouvrier dans ces ateliers est fort, lorsqu'il y a de très grosses commandes, lorsque le patron est pressé, et qu'il faut vraiment travailler dur, il s'en suit une discussion collective sur la "mise en train". À ce moment, le "noyau" de l'atelier se réunit et ses membres négocient avec le patron ou le contremaître pour le prix de cette mise en train. Il s'agit évidemment, dans l'esprit des ouvriers, d'assurer une sorte de salaire minimum calculé selon un taux horaire de fait, qui permette de vivre ; il y eut des circonstances où les ouvriers ont pu imposer leur salaire minimum. À la suite des grèves dures de 1880 et 1882, qui ont duré quelques mois, le patronat de la rue de la Cerisaie (de l'autre côté du bassin de l' Arsenal) a dû accepter la discussion avec ces conseils d'atelier. Ces conseils n'étaient certes pas des Soviets, mais bien des réunions formalisées d'ouvriers, avec lesquelles le patron devait négocier pour la fixation de la "mise en train". Ces pratiques ont été ensuite balayées par la crise économique des années 1880-1890. On se trouvait là dans un milieu ouvrier très particulier, non représentatif de l'ensemble du Faubourg, mais qui existait bien et qui a joué un grand rôle.

Lorsqu'un meuble était pris en charge par un ouvrier ébéniste dans l'atelier d'un patron du luxe, la totalité de la fabrication n'était pas forcément réalisée sur place. En effet, tous ces ateliers ne disposaient pas systématiquement de la force motrice nécessaire, ni de toutes les machines indispensables : tours, dégauchisseuses, toupies ou différents modèles de scies mécaniques. Fréquemment, il fallait se rendre dans une usine ou une fabrique où l'on pouvait louer à bail "une loge" où se trouvait l'arbre moteur animé par des courroies de transmission à partir de la machine à vapeur, souvent située dans le sous-sol de l'établissement. L'ouvrier ébéniste pouvait ainsi brancher son outillage mécanique sur cette force motrice. On trouve encore un exemple de ce système à deux pas d'ici, rue des Immeubles Industriels.

"Patronat de service" et façonniers

Il y eut aussi, dès la Restauration ou la monarchie de Juillet, de grands établissements spécialisés dans divers types de sciages, en particulier le sciage de haute précision, destiné à trancher des feuilles très minces dans des pièces de bois d'essence précieuse, destinées au placage et à la marqueterie. Ces

établissements faisaient le travail qu'on leur demandait ou bien louaient leur matériel.

Le travail du bois par l'outillage mécanique était donc assuré par un patronat spécialisé, disposant d'un ou deux ouvriers, parfois plus. Il y avait ainsi au Faubourg un va-et-vient continu de pièces de bois en cours de façonnage ou de meubles en cours de fabrication par les scieurs, tourneurs, canneleurs ou toupilleurs..., bref par tous ceux qui effectuaient les travaux mécaniques successifs et complémentaires.

Le chef d'entreprise de l'atelier de luxe faisait fréquemment appel à ce patronat de service, mais il pouvait aussi faire appel à un façonnier. Ce dernier, ouvrier ébéniste relativement autonome, était propriétaire de ses outils et il prenait en charge, avec le bois fourni par le patron, la fabrication du meuble en suivant le plan imposé. Il fabriquerait donc son meuble dans l'atelier de son patron, mais rien n'interdit qu'il fasse son travail chez lui : on poussera un peu les meubles personnels, s'il y en a, pour placer un établi, travailler le bois et monter le meuble commandé. Ces façonniers appartenaient "au noyau" de l'atelier, la partie permanente et la plus qualifiée, qui comprenait par exemple une vingtaine d'ouvriers, mais parfois plus, jusqu'à trente ou quarante, on l'a vu.

Être façonnier à domicile a bien sûr des avantages. C'est une liberté acquise, mais en contrepartie, le patron, quand les rapports de force sont de son côté, peut refuser le prix de la "mise en train" proposée par l'ouvrier, en prétendant qu' "il y a d'autres façonniers qui font cela pour moins". Que cela soit vrai ou faux, peu importe. Par contre, les prix généralement inférieurs demandés par les façonniers vont peser sur les salaires des ouvriers en atelier, d'où une source de conflits entre ouvriers d'atelier et façonniers.

J'en veux pour preuve un texte datant de 1867, extrait des rapports rédigés par les ouvriers ébénistes lors de l'Exposition universelle de 1867. C'est un délégué ébéniste qui parle des façonniers :

"Le façonnier emploie souvent dans son travail des ouvriers à la journée, dont il tire naturellement le plus de profit possible et il parvient souvent à fabriquer les meubles au même prix que l'ouvrier aux pièces dans l'atelier. Les façonniers font ainsi, au préjudice de l'intérêt général des travailleurs, le sacrifice de leur loyer, de leurs outils et de leurs fournitures."

Précisons que les travaux des délégués ouvriers et leurs rapports publiés ont un grand intérêt pour l'histoire de l'ameublement. Cette terrible surenchère entretenue par les patrons empêche donc l'augmentation des salaires des ouvriers en atelier et cependant, continuait le délégué, "le travail à domicile est l'ambition permanente de l'ouvrier aux pièces : être chez soi et travailler librement !" On voit donc toute l'ambiguïté du processus qui peut avoir des effets pervers, mais tous les ouvriers en rêvent, car c'est bien là une liberté supplémentaire. Selon certains textes, on comprend que cette modalité du travail s'apparente à une forme de retraite pour de vieux ouvriers, qui sont restés en bons termes avec leurs patrons qui apprécient et connaissent bien leurs capacités professionnelles. Le patron leur donne ainsi régulièrement du travail à faire à domicile, souvent à des prix inférieurs, mais cela leur permet de vivre à l'âge de la vieillesse. Il peut s'agir, au contraire, de jeunes très qualifiés, pleins d'ambition qui s'installent, souvent d'ailleurs des immigrants. Ils acceptent cette forme de travail dans l'espoir de se faire une clientèle et de s'installer à leur compte. C'est une situation bien ambiguë.

La production courante

J'en arrive au secteur de la menuiserie et de l'ébénisterie du meuble courant. Il ne semble pas que l'organisation de cette production ait été influencée par la révolution technique qui eut lieu dans les années 1880, où l'on constata le recul important du placage par rapport au sculpté.

Le meuble courant ne se vend pas à la commande. En fait, il concerne tout l'ameublement, sauf le meuble de luxe. C'est donc un marché très vaste qui occupe la majorité des travailleurs du Faubourg. Le petit atelier du Faubourg, il est là, non dans le meuble de luxe, mais dans le meuble courant. On inclut parfois dans ce secteur "les ateliers familiaux", ce qui est contestable car ces petits entrepreneurs ont aussi des ouvriers. Ce n'est donc pas aussi "familial" que cela, même si l'épouse du patron y travaille également. Quel est le chiffre de la population travaillant dans ce secteur ? On pourrait dire qu'en gros, sous le Second Empire, ce contingent, comprenant les ouvriers, les apprentis, les aides familiaux et le patron lui-même, pourrait s'élever à 12 ou 15 000 personnes; c'est donc une autre échelle que la population travaillant dans les ateliers spécialisés du meuble de luxe (4 à 5 000).

Quel accès au marché a ce petit patron ? Il travaille d'abord pour le grand ébéniste, puisque le grand ébéniste a besoin de disposer d'un stock vis-à-vis de sa clientèle, pour montrer aux clients des magasins remplis de meubles. Il ne les fabrique pas lui-même et s'adresse, en général, à ces petits patrons qui fabriquent toujours pour eux le même meuble d'un bout de l'année à l'autre. D'un autre côté, ce petit patron tentera d'avoir sa propre clientèle. Son atelier ne débouche évidemment pas sur le Faubourg ou sur une voie commerçante, mais, en général, dans une cour où une certaine clientèle bourgeoise a encore l'habitude de se rendre, plutôt que dans un grand magasin pour acheter un meuble. A ce moment là, c'est tout bénéfique pour le patron qui peut avoir ou essayer d'avoir accès au marché. Cette clientèle-là n'est pas celle qui paie le mieux, mais elle lui achète directement, ce qui est essentiel pour lui. En fait, au fil des années, le petit patron va travailler de plus en plus pour les marchands.

Il y a toujours eu, dès l'Ancien Régime, des secteurs marchands au Faubourg. On les appelait des "marchands merciers" ou "tapissiers". Au 19^e siècle, ce secteur marchand, fait de simples revendeurs qui avaient dans leur magasin, ouvert à tout venant, une panoplie de meubles, va devenir essentiel. Ce secteur prendra de plus en plus d'importance au fur et à mesure de la massification de la clientèle. Ces petites entreprises d'ébénisterie ou de menuiserie courante travailleront de plus en plus pour ces marchands revendeurs qui, à la fin du siècle, prendront la forme de grands magasins spécialisés. Ainsi les Galeries Barbès, qui datent de 1900. Mais, ce type d'entreprise débuta réellement à la fin du Second Empire avec "Le Vieux Chêne". Le Bazar de l'Hôtel de ville a aussi commencé, à cette époque, à vendre des meubles puisés dans le Faubourg.

Certains de ces petits patrons sont des Alsaciens. En voici un qui, dès 1891, sortira son épingle du jeu. Il s'appelle Vogel et habite cour Saint-Joseph. Il est spécialisé dans la table à rallonges pour salle à manger. Il a un magasin, disposé en deux grandes pièces, que fréquente une clientèle bourgeoise. Il écoule également sa production auprès des marchands fabricants, qu'ils soient ébénistes ou simples revendeurs. Il possède dix établis et a cinq ouvriers : un Allemand, un Flamand, et trois Alsaciens. Alsacien, il préfère, dit-il, "embaucher ses compatriotes, pour leur exactitude, leur calme, leur obéissance,

leur amour de leur intérieur et de leur famille". Il a aussi deux apprentis, et le hasard fait que tous deux viennent de l'orphelinat de Bon-Secours qui dépendait de votre paroisse. Le Faubourg a toujours eu besoin d'un volant d'apprentis. Ce furent souvent des orphelins de père, de mère ou des deux. Alain Thillay nous apprend dans son ouvrage sur le Faubourg Saint-Antoine - allant des origines à l'Ancien Régime – que beaucoup de contrats d'apprentissage ou d'allouage concernaient des jeunes orphelins. Cette main d'œuvre est "à disposition" du patron et complètement corvéable, ce qui est évidemment avantageux pour la compression des prix de vente.

La trôle

À la fin du 19^e siècle, va apparaître un meuble bon marché mais de qualité de plus en plus médiocre : la "camelote" ou le "meuble ballon". Que faut-il entendre par là ? Dans ces meubles, le placage était réputé si mince qu'il risquait de s'envoler et que le meuble lui-même pouvait se disloquer au moindre choc. Pourtant, aujourd'hui, apparaissant sur un catalogue, ils semblent de qualité honorable...

Ce secteur de meubles bâclés et de qualité fort médiocre, allait apparaître comme celui d'un sous-secteur patronal qui sera connu sous le nom de "trôle", pratiqué par les "trôleurs" ou "choutiers". Il y avait, du reste, beaucoup d'expressions pour désigner ce patronat pauvre et famélique, complètement dépendant des marchands et notamment des grands magasins et en général assez peu qualifié, souvent d'origine italienne. Il va se répandre d'ailleurs en dehors du Faubourg. Il se produira une sorte d'expansion du Faubourg par la trôle à la fin du 19^e siècle vers Charonne, vers Montreuil et dans Montreuil même. C'est là, d'ailleurs, que les premières usines de meubles vraiment autonomes verront le jour dans la région parisienne. Le petit patronat du Faubourg a servi, en somme, de relais vers le machinisme.

Je voudrais terminer en disant que ce que l'on observe, est une forme d'organisation très complexe de la production, dont il ne faut pas oublier la dureté. Les conditions de travail sont extrêmement pénibles et marquées par l'exploitation des ouvriers, des jeunes en particulier, mais aussi par l'auto exploitation patronale. Cette exploitation est due à l'organisation du travail, avec notamment ce système de la mise à son compte, qui représentait en même temps une chance pour l'immigrant.

PS : A propos d'un ouvrage récent

L'organisateur du colloque dont ce texte a été l'occasion, Pierre Scali, ancien chirurgien à l'hôpital des Diaconesses de la rue de Reuilly, a en effet publié en 2006, aux Éditions Glyphe, un ouvrage (de 646 pages) intitulé : *Les Alsaciens du Faubourg Saint-Antoine, fondateurs de l'église luthérienne de Bon-Secours : l'Alsace qu'ils ont quittée ? Le faubourg qu'ils ont découvert*. On y trouve une préface signée Bernard Vogler.

Ce livre est celui d'un historien amateur, avec les qualités et les défauts des ouvrages de cette sorte : passion pour son sujet, développements didactiques s'adressant à des lecteurs non spécialistes, mais en réalité pur et simple collage de lectures et de documents déjà connus, cités ou utilisés sans références précises, accompagnés d'une iconographie sans originalité – à quelques exceptions près. Le gros du livre consiste en généralités sur l'Alsace et le

faubourg Saint-Antoine qui n'apportent rien de neuf : le passage sur l'organisation du travail au Faubourg par exemple (p. 360-364) doit beaucoup au texte qu'on vient de lire, texte d'ailleurs non cité, que ce soit en note ou en bibliographie...

Le seul apport tangible de Pierre Scali est le dépouillement réalisé par lui des registres de mariages célébrés entre 1864 et 1899 à la paroisse luthérienne du Bon-Secours, en plein Faubourg, soit 1 061 unions. Des informations précises sont données sur les adresses, les professions, le lieu de naissance et la confession des époux. Il convient aussi de signaler un passage sur "la prise en charge par la paroisse de la jeunesse ouvrière", fondé sur les procès-verbaux des réunions de jeunes à l'époque du pasteur Dumas, homme manifestement dynamique, créateur d'œuvres à destination des ouvriers et un des fondateurs de l'église de la rue Titon (p. 415-427). Il y a encore à glaner dans un bref chapitre intitulé "L'aventure de Jacques Brentz", sorte de monographie de famille, fondée probablement sur une source orale ou écrite (p. 235-240).

Pour exposer tout cela, un ouvrage d'une centaine de pages eût suffi. Mais, plus globalement, l'avantage que l'on doit reconnaître à ce gros ouvrage est de faire prendre conscience aux tenants d'une identité alsacienne que l'émigration et le travail au loin – ici à Paris – constituent des réalités ineffaçables du passé.

Alain Faure